

il y a deux mille ans et de se livrer au simple échange des marchandises, au simple troc, pour faire le moindre achat. Le moyen ordinaire d'échange, appelé monnaie, a disparu. Jusqu'à un certain point, la même chose existe au Canada.

Le premier ministre est fortement opposé à ce que l'on appelle la "monnaie fictive", et il est résolu à maintenir l'inviolabilité des contrats. Ce serait là une excellente idée si tout le monde bénéficiait de cette inviolabilité; mais si l'application de ce principe a pour effet d'enrichir le créancier et d'appauvrir le débiteur, que devient alors l'inviolabilité? Tout le monde ne sait-il pas que c'est ce qui arrive actuellement? En ce qui concerne les contrats conclus il y a quelques années et qui sont encore obligatoires, un boisseau de blé, par exemple, aurait suffi à liquider une dette que trois boisseaux ne pourraient acquitter aujourd'hui. Ce qui est vrai du blé peut s'appliquer à tout ce que produisent les agriculteurs, les pêcheurs ou les commerçants de bois. Nous savons ou croyons pour la plupart que si l'on poussait à l'extrême l'emploi de la "monnaie fictive", la classe des créanciers disparaîtrait, de même que celle des professionnels et des salariés; mais l'étalon-or et l'inviolabilité des contrats semblent faire disparaître les débiteurs, qu'ils soient nations ou individus; et tout ce qui ruine les débiteurs entraîne finalement la ruine des créanciers. N'a-t-on pas actuellement de la monnaie fictive? Les billets du Gouvernement qui dépassent la réserve-or ne sont-ils pas de la monnaie fictive? Et qui dira que ces billets ne rendent pas des services utiles et même nécessaires? La vérité fondamentale semble être que nous sommes tous frères, et que tout ce qui lèse un individu ou une nation lèse tout le monde et toutes les nations, et que tout ce qui contribue au bien d'un individu ou d'une nation, avantage tout le monde et toutes les nations. Je crois que c'est sir Josiah Stamp qui dit: "Défiez-vous du contrat qui fait retomber toutes les pertes sur le voisin".

Il est évident que le premier ministre voyait clairement le terrible fardeau que porte la classe débitrice, lorsqu'il déclara, pendant la Conférence, devant le comité des questions monétaires et financières:

Les charges d'intérêt représentent les éléments fixes ou demi-fixes les plus importants dans l'établissement de nos prix de revient. Si les prix demeurent à leur niveau actuel, ces charges deviendront un fardeau intolérable ou presque intolérable dans bien des cas. Même si ce fardeau peut être supporté, le gain fortuit de 40 p. 100 à 48 p. 100 que le pouvoir général d'achat représente pour le créancier au-dessus du prix du contrat, paraît comporter une grave injustice.

Malheureusement, la Conférence ajourna sans prendre de décision sur cette très impor-

tante question. Il serait certainement intéressant de savoir pourquoi, parce que tant que la livre anglaise sera à escompte au Canada et à prime dans les pays qui nous font concurrence sur le marché britannique, l'avantage que les préférences nous donnent sur ce dernier marché grâce à ces accords, sera plus que contrebalancé. La livre sterling est à prime au Danemark, donc nous ne pouvons pas faire concurrence à ce pays en bacon, en jambon et en lard. La livre anglaise est à prime en Nouvelle-Zélande et en Australie; donc, ne pensons pas faire concurrence à ces pays en produits laitiers, blé, viande et en toutes autres choses qu'ils ont à vendre. La livre britannique est à prime en Argentine, et, je crois, dans les autres pays de l'Amérique du Sud. Nous ne pouvons donc pas rivaliser avec ces pays en blé, viande et autres produits qu'ils ont à vendre sur le marché anglais. De sorte que, partout où ces accords auraient pu nous donner des avantages, la situation monétaire est là pour rendre ces avantages en grande partie, sinon complètement, nuls.

Maintenant, il y a une remarquable différence d'opinion entre le premier ministre du Canada et celui d'Australie, à propos de l'importance de l'étalon-or et du système monétaire en général. Le premier ministre du Canada déclara, le 10 de ce mois, à la page 55 du *Hansard* de la Chambre des communes:

—que l'abandon de l'étalon-or par l'Angleterre avait porté au Canada le plus rude coup qu'il eût jamais reçu et dont on ait jamais pu mesurer les conséquences.

Le premier ministre de l'Australie à la Conférence économique impériale déclara (page 57 des procès-verbaux) que les conditions économiques dans son pays s'amélioreraient de plus en plus, et dit:

La Grande-Bretagne aida substantiellement, d'une part en suspendant les paiements des intérêts et du fonds d'amortissement des dettes de guerre, et d'autre part en abandonnant l'étalon-or.

Chose étrange, ce qui cause le salut de l'Australie ébranle le Canada, et cependant ces mouvements viennent tous d'hommes honorables. Il y a plus encore. Le premier ministre du Canada a dit, le 10 du courant (page 59 du *Hansard* de la Chambre des communes), que les obligations à 5 p. 100 de l'Australie se vendaient, sur la place de New-York, à la moitié du pair, ou à 50 p. 100 de leur valeur. J'ai jeté un coup d'œil sur le *Wall Street Journal* et sur le *New York Times*, et j'ai constaté que les obligations 5 p. 100 australiennes avaient été vendues récemment à New-York à 84 ou 85. Evidemment, quelqu'un a fait erreur. En voilà assez pour ce côté de la question. Je vais seulement ajouter que, si jamais le capitalisme s'écroule complètement, les capitalistes eux-

L'hon. M. HUGHES.